

LE GRAND SOIR

mercredi 24 juillet 2013

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Les médias traditionnels ne voient-ils pas que lorsque le pouvoir en aura terminé avec Manning, Assange et WikiLeaks, ce sera leur tour ?

## La mort de la Vérité (Truth Dig)

Chris HEDGES

LONDRES - 6 mai 2013 - Un petit bout de l'immense réseau souterrain d'organismes gouvernementaux et de renseignement du monde entier voué à la destruction de WikiLeaks et l'arrestation de son fondateur, Julian Assange, apparaît à l'extérieur du bâtiment en briques rouges sur Hans Crescent Street, qui abrite l'ambassade équatorienne. Assange, le plus célèbre réfugié politique dans le monde, est dans l'ambassade depuis qu'il a été offert l'asile en juin (2012). Des policiers britanniques portant des gilets noirs en kevlar sont perchés nuit et jour sur les marches qui mènent au bâtiment, et d'autres attendent dans le hall juste en face de la porte de l'ambassade. Un officier se trouve sur le coin d'une rue latérale face aux grand magasin emblématique Harrods, à un demi pâté de maisons sur Brompton Road. Un autre officier scrute depuis la fenêtre d'un bâtiment voisin à quelques mètres de la chambre de Assange à l'arrière de l'ambassade. Des policiers sont installés 24/24h dans une camionnette de communications surmontée d'un réseau d'antennes qui capte sans doute toutes les formes de communications électroniques de l'appartement d'Assange situé au rez-de-chaussée.

Le Service de Police Métropolitaine (Metropolitan Police Service - MPS), ou Scotland Yard, a déclaré que le coût estimé de l'encercllement de l'ambassade équatorienne depuis le 19 Juin 2012, lorsque Assange est entré dans le bâtiment, jusqu'au 31 janvier 2013, se monte à l'équivalent de 4,5 millions de dollars.

La Grande-Bretagne a rejeté une demande équatorienne d'accorder un sauf-conduit à Assange vers un aéroport. Il est dans les limbes. C'est, dit-il, comme vivre dans une « *station spatiale* ».

« *Le statu quo représente pour eux une défaite* », déclare Assange en parlant de la campagne menée contre lui alors que nous étions assis dans son petit atelier, encombré de câbles et de matériel informatique. Il avait une tête pleine de cheveux gris, une barbe grise et il portait une chemise blanche brodée traditionnelle équatorienne. « *Le Pentagone a menacé WikiLeaks et moi personnellement, devant le monde entier, et a exigé que nous détruisions tout ce que nous avons publié. Ils ont exigé que l'on cesse le « racolage » pour de nouvelles informations auprès de lanceurs d'alerte au sein du gouvernement US. En d'autres termes, le Pentagone a exigé l'anéantissement total d'un éditeur. Ils ont déclaré que si nous ne nous livrions pas à cette auto-destruction, ils seraient « obligés » de le faire à notre place* ».

« *Mais ils ont échoué* », poursuit-il. « *Ils ont défini eux-mêmes les termes de la victoire, et ils ont perdu toutes les batailles selon leurs propres termes. Leur défaite est totale. Nous avons gagné, et bien gagné. Il est difficile d'exagérer à quel point ils ont perdu la face. Le Pentagone a réitéré ses menaces le 28 septembre de l'année dernière. Cette fois-ci, nous avons rigolé. Les menaces enflent rapidement. A présent, le Pentagone, la Maison Blanche et le Département d'Etat veulent montrer au monde entier combien ils sont mauvais perdants par le biais de la [persécution de Bradley Manning](#), de moi-même et de l'organisation en général* ».

Assange, Manning et Wikileaks, en rendant public en 2010 un demi-million de documents internes du Pentagone et du Département d'Etat, ainsi que la vidéo de 2007 montrant des pilotes d'hélicoptère US en train d'abattre nonchalamment des civils irakiens, dont des enfants, ainsi que deux journalistes de Reuters, ont efficacement mis en évidence l'hypocrisie de l'empire, sa violence aveugle et son recours à la torture, le mensonge, la corruption et l'intimidation ouverte. WikiLeaks a révélé les rouages internes de l'empire - le rôle le plus important de la presse - et pour cela elle est devenue la proie de l'empire. Tous ceux dans le monde entier qui ont les compétences en informatique pour débusquer les secrets de l'empire sont devenus ses bêtes noires. Si nous perdons cette bataille, si ces rebelles sont vaincus, nous entrerons dans une période sombre de totalitarisme corporatiste. Si nous gagnons, si le pouvoir corporatiste est démasqué, il pourra être détruit.

Des représentants du gouvernement américain cités dans les câbles diplomatiques australiennes [obtenues par The Saturday Age](#) ont décrit la campagne contre Assange et WikiLeaks comme « *sans précédent, tant par son ampleur que par sa nature* ». La portée de l'opération a également été déduite de déclarations faites au cours de l'audience préliminaire de Manning. Apparemment, le ministère américain de la Justice payera la société ManTech de Fairfax, en Virginie, plus de 2 millions de dollars cette année pour un système informatique qui, selon l'appel d'offres, semble conçu pour gérer les documents de l'accusation. La ligne de l'appel d'offres ne mentionne que « *Logiciel WikiLeaks et maintenance du matériel* ».

Le procureur en chef du gouvernement dans l'affaire Manning, le major Ashden Fein, a déclaré à la cour que le dossier du FBI qui traite de la fuite de documents gouvernementaux à travers WikiLeaks contient « *42.135 pages ou 3.475 documents* ». Sans compter un énorme volume de matériel accumulé par une enquête du grand jury. La partie qui concerne Manning, a dit Fein, ne représente que 8.741 pages ou 636 documents distincts dans ce dossier classifié du FBI.

Il n'y a pas de divergences entre les ministères ou les deux principaux partis politiques sur le sort à réserver à Julian Assange. « *Je pense qu'il faut être clair. WikiLeaks et les personnes qui diffusent des informations à des gens comme eux* ».

*son d'abord et avant tout des criminels* » a déclaré Robert Gibbs, à l'époque chargé des relations avec la presse et parlant au nom de l'administration Obama, lors d'une [conférence de presse en 2010](#).

Dianne Feinstein, Démocrate, puis le Sénateur Christopher S. Bond, un Républicain, [dans une lettre commune](#) adressée au Ministre de la Justice des États-Unis, ont demandé la poursuite d'Assange : « *Si M. Assange et ses complices éventuels ne peuvent pas être accusés en vertu de la Loi sur l'espionnage (ou de toute autre loi applicable), veuillez noter que nous sommes prêts et disposés à soutenir vos efforts pour « combler ces lacunes » dans la loi, comme vous l'avez mentionné.* ... »

La Républicaine Candice S. Miller, députée du Michigan, [a déclaré à la Chambre](#) : « *Il est temps que l'administration Obama traite WikiLeaks pour ce qu'elle est, une organisation terroriste, dont l'activité constante menace notre sécurité. Arrêtez-les. Arrêtez-les. Il est temps d'arrêter ces terroristes, ce site Web terroriste, WikiLeaks. Arrêtez-les, M. le ministre de la justice [Eric] Holder.* »

Au moins une douzaine d'agences gouvernementales américaines, y compris le Pentagone, le FBI, le Département des enquêtes criminelles de l'armée, le ministère de la Justice, le Bureau du directeur du renseignement national, et le Service de sécurité diplomatique, sont affectés à l'affaire WikiLeaks, tandis que la CIA et le Bureau du directeur du renseignement national sont affectés à traquer les prétendus failles de sécurité de WikiLeaks. L'assaut mondial – où on a vu l'Australie menacer de révoquer le passeport d'Assange - fait partie de la métamorphose terrifiante de la « guerre contre le terrorisme » en une guerre plus large contre les libertés civiles. Elle est devenue non plus une chasse aux terroristes avérés, mais une chasse à tous ceux qui ont la capacité de révéler les crimes de plus en plus nombreux de l'élite au pouvoir.

Le coup de filet a ramené toute personne ou organisation qui correspond au profil de ceux qui ont les compétences techniques et la volonté de creuser dans les archives du pouvoir et de les diffuser au public. Désormais, peu importe qu'ils aient commis un crime ou non. Le groupe *Anonymous*, qui a monté des cyberattaques contre des agences gouvernementales aux niveaux local et fédéral, a vu [Barrett Brown](#) - un journaliste associé à *Anonymous* et spécialisé dans les sociétés de sous-traitance de l'armée et des services de renseignement – se faire arrêter en même temps que [Jeremy Hammond](#), un militant politique accusé d'avoir fourni à WikiLeaks quelques 5,5 millions de courriels entre la société de sécurité Strategic Forecasting (Stratfor) et ses clients. Brown et Hammond ont apparemment été arrêtés suite à des accusations formulées par un informateur du nom de Hector Xavier Monsegur - connu sous le nom de Sabu - qui semble avoir tenté de piéger WikiLeaks sous surveillance du FBI.

Pour piéger et espionner les militants, Washington a utilisé tout un éventail d'informateurs, dont [Adrian Lamo](#), celui qui a dénoncé Bradley Manning au gouvernement américain.

Les collaborateurs ou sympathisants de Wikileaks sont régulièrement arrêtés - souvent à des aéroports internationaux - et des tentatives sont faites pour les recruter comme informateurs. [Jérémie Zimmerman](#), [Smári McCarthy](#), [Jacob Appelbaum](#), [David House](#) et l'un des avocats d'Assange, Jennifer Robinson, ont tous été approchés ou interrogés. Les tactiques sont souvent lourdes. McCarthy, un Islandais et militant de WikiLeaks, a été arrêté et longuement interrogé quand il est entré aux États-Unis. Peu de temps après, trois hommes qui se sont identifiés comme étant du FBI ont approché McCarthy à Washington. Les hommes ont tenté de le recruter comme informateur et lui ont donné des instructions sur la façon d'espionner WikiLeaks.

Le 24 août 2011, six agents du FBI et deux procureurs [ont atterri en Islande](#) à bord d'un jet privé. L'équipe a dit au gouvernement islandais qu'elle avait découvert un plan d'*Anonymous* pour pirater les ordinateurs du gouvernement islandais. Mais il est vite apparu que l'équipe était venue avec un ordre du jour très différent. Les Américains ont passé les jours suivants, en violation flagrante de la souveraineté islandaise, à interroger Sigurdur Thordarson, un jeune militant de WikiLeaks, dans différentes chambres d'hôtels à Reykjavik. Thordarson, après que l'équipe américaine ait été découverte par le ministère de l'Intérieur islandais et expulsée du pays, fut emmené à Washington, DC, pour quatre jours de nouveaux interrogatoires. Thordarson semble avoir décidé de coopérer avec le FBI. Il a été rapporté dans la presse islandaise qu'il est allé au Danemark en 2012 et a vendu au FBI des disques durs dérobés à WikiLeaks pour environ \$5000.

Il y a eu des mandats secrets pour obtenir des informations auprès des fournisseurs de services Internet, dont Twitter, Google et Sonic, ainsi qu'[une saisie de données](#) sur Assange et WikiLeaks effectuée dans la société Dynadot, gestionnaire de noms de domaine et hébergeur.

La mallette et l'ordinateur d'Assange ont été volés lors d'un vol entre la Suède et l'Allemagne le 27 septembre 2010. Ses cartes bancaires ont été bloquées. Le compte principal de dons à Wikileaks chez [Moneybookers](#) a [été fermé](#) après avoir été placé sur une liste noire en Australie et une « liste de surveillance » aux États-Unis. Les sociétés de services financiers, dont Visa, MasterCard, PayPal, Bank of America, Western Union et American Express, suites aux dénonciations contre WikiLeaks par le gouvernement américain, ont placé cette organisation sur liste noire. Le mois dernier, la Cour suprême d'Islande a jugé cette initiative illégale et a ordonné son annulation en Islande d'ici le 8 mai. Il y a eu de fréquentes attaques massives par [déli de service](#) contre l'infrastructure de WikiLeaks.

Et il y a aussi une campagne bien orchestrée de diffamation contre Assange, dont la qualification erronée de sa conduite

dans [l'affaire de sexe](#) portée contre lui par la police suédoise. Assange n'a jamais été officiellement accusé d'un crime. Les deux femmes impliquées ne l'ont pas accusé de viol.

L'héroïsme de Bradley Manning s'étend à son refus obstiné, malgré les pressions énormes exercées sur lui, d'impliquer Assange dans une affaire d'espionnage. Si Manning affirmait qu'Assange lui avait indiqué comment dénicher des documents classifiés, les Etats-Unis pourraient tenter d'accuser Assange d'espionnage.

Assange a demandé l'asile à l'ambassade équatorienne après avoir épuisé son combat pour éviter l'extradition du Royaume-Uni vers la Suède. Lui et ses avocats disent qu'une extradition vers la Suède signifierait une extradition vers les Etats-Unis. Si la Suède refusait de se conformer aux exigences américaines concernant Assange, l'enlèvement ou la « [restitution extraordinaire](#) », serait toujours une option pour Washington.

L'enlèvement extra-judiciaire a été légalisé par un mémorandum de 1989 délivré par le ministère de la Justice US indiquant que « *le FBI peut utiliser son pouvoir légal d'enquêter et d'arrêter des personnes pour violation de la loi des États-Unis, même si les actions du FBI sont contraires au droit international coutumier* » et qu'une « *arrestation qui viole le droit international ou étranger ne viole pas pour autant le Quatrième amendement.* » Ceci est un exemple frappant du double-langage orwellien employé par le système de sécurité et de surveillance. La persécution d'Assange et de WikiLeaks et la pratique des « restitutions extraordinaires » sont une violation flagrante du Quatrième amendement, qui a été conçu pour nous protéger contre les perquisitions et les saisies sans mandat délivré par les autorités judiciaires et soutenu par des éléments probants.

Deux Suédois et un Britannique ont été enlevés par les Etats-Unis en août dernier, quelque part en Afrique - apparemment en Somalie - et détenus dans [un de nos sites noirs](#). Ils ont soudainement refait surface - avec le Britannique déchu de sa citoyenneté - devant un tribunal de Brooklyne en décembre face à des accusations de terrorisme. La Suède, plutôt que de s'opposer à l'extradition de ses deux ressortissants, a abandonné les charges suédoises contre les prisonniers pour ne pas entraver l'enlèvement. Les prisonniers, a rapporté le *Washington Post*, avaient été secrètement mis en accusation par un grand jury fédéral deux mois après leur enlèvement.

La résistance de WikiLeaks, en dépit des assauts, a été remarquable. En 2012, elle a publié quelques-uns des 5,5 millions de documents envoyés ou reçus par le cabinet de sécurité privée Stratfor. Les documents, appelés « les fichiers globaux de renseignement », comprennent un courriel daté du 26 janvier 2011, de Fred Burton, vice-président Stratfor, qui a écrit : « *Texte non destiné à Pub. Nous [le gouvernement américain] avons un acte d'accusation sous scellé contre Assange. Ne pas divulguer, SVP.* »

La plus récente incursion de WikiLeaks dans la transparence totale concerne les fichiers Kissinger, ou la Bibliothèque publique de la diplomatie américaine de WikiLeaks. Les fichiers - interrogeables par un moteur de recherche remarquable - permettent d'accéder à 1,7 millions de communications diplomatiques, jadis confidentielles mais qui sont tombés dans le domaine public, qui ont été envoyées entre 1973 et 1976. Henry Kissinger, qui était Secrétaire d'Etat (*Ministre des Affaires étrangères - NdT*) de Septembre 1973 à Janvier 1977 a rédigé la plupart des 205.901 câbles qui traitent de ses activités.

Dans les dossiers, il apparaît que le feu premier ministre indien Rajiv Gandhi a peut-être été embauché par le groupe suédois Saab-Scania pour aider à vendre leur avion de chasse Viggen à l'Inde lorsque sa mère, Indira Gandhi, était premier ministre.

En 1975, Kissinger lors d'une conversation avec l'ambassadeur américain en Turquie et deux diplomates turcs et chypriotes a assuré à ses hôtes qu'il pourrait contourner un embargo officiel sur les armes en vigueur à l'époque. Il est cité dans les documents comme suit : « *Avant la loi Freedom of Information Act, j'avais l'habitude de dire à des réunions, « L'illégal, nous le faisons de suite ; pour l'inconstitutionnel il nous faut un peu plus de temps » [rires] Mais depuis le Freedom of Information Act, j'ai peur de dire de telles choses.* »

Les documents, en plus de détailler les collaborations avec les dictatures militaires en Espagne et en Grèce, montrent que Washington a créé une exemption sur la torture pour permettre au gouvernement militaire au Brésil de recevoir l'aide américaine.

Les documents ont été obtenus auprès du *National Archives and Record Administration* et il a fallu un an pour les rendre accessibles sous format numérique. « *C'est essentiellement ce qu'Aaron Swartz faisait, rendre accessibles des documents qui jusqu'à présent étaient difficiles d'accès ou ne pouvaient être obtenus que par le biais d'un intermédiaire,* » a déclaré Assange lors de l'interview.

Swartz était le militant de l'Internet qui a été arrêté en Janvier 2011 pour le téléchargement de plus de 5 millions d'articles académiques de JSTOR, un centre d'information en ligne pour les revues universitaires. Swartz a été accusé par les procureurs fédéraux de deux chefs d'accusation de fraude électronique et de 11 violations de la Loi sur la fraude informatique. Les peines encourues étaient de 1 million de dollars d'amende et 35 ans de prison. Swartz s'est suicidé le 11 janvier dernier.

Assange, 41 ans, travaille une bonne partie de la nuit et dort jusqu'à tard dans l'après midi. Même s'il utilise un dispositif de lumière ultraviolette, il était pâle, ce qui n'est pas étonnant pour quelqu'un qui n'avait pas vu le soleil depuis presque

un an. Il donne rarement des interviews. Un tapis roulant était posé contre un mur de son bureau ; il dit qu'il l'installe et tente de courir 5 ou 6 km chaque jour. Un entraîneur personnel lui rend visite, avec qui il pratique la gymnastique et la boxe. Il est maigre, mesure 1m88 et dégage une énergie nerveuse. Il saute, de façon parfois déconcertante, d'un sujet à l'autre, d'une idée à l'autre, ses mots se bousculant pour suivre son cerveau en ébullition. Il travaille avec une petite équipe et reçoit un flux constant de visiteurs, y compris des célébrités comme [Lady Gaga](#). Lorsque l'ambassadeur équatorien Ana Alban Mora et Bianca Jagger se sont présentés un fin d'après-midi, Assange a sorti des verres et versé à tout le monde du whisky d'un stock de liqueur qu'il garde dans une armoire. Ils ont bavardé autour d'une petite table ronde, assis sur des chaises en simili-cuir. Jagger voulait savoir comment protéger [son site web](#) contre le piratage. Assange lui a dit de « *faire beaucoup de copies de sauvegarde.* »

C'est à partir de cette pièce qu'Assange et ses partisans ont monté une campagne électorale pour un siège de sénateur au Parlement Australien. Les sondages dans l'État de Victoria, où Assange est candidat, indiquent qu'il a une bonne chance de gagner.

Assange communique avec son réseau mondial de collaborateurs et sympathisants jusqu'à 17 heures par jour à travers de nombreux téléphones portables et plusieurs ordinateurs portables. Il crypte ses communications et détruit méthodiquement tout écrit sur papier. Les mouvements fréquents du cordon de police derrière sa fenêtre lui rendent le sommeil difficile. Et son fils, qu'il a élevé comme père célibataire, lui manque. Il a peut-être aussi une fille mais il ne parle pas publiquement de ses enfants, refusant de divulguer leur âge ou leur lieu de résidence. Sa famille, dit-il, a reçu des menaces de mort. Il n'a pas vu ses enfants depuis que ses ennuis judiciaires ont commencé. Le coût est aussi lourd sur le plan émotionnel que physique.

Assange a dit qu'il perçoit le rôle principal de WikiLeaks comme le porte-voix des victimes des guerres américaines et des guerres par procuration, à travers la publication de documents qui racontent leurs histoires. La publication des [journaux de guerre Afghan et Irakien](#), dit-il, a révélé l'ampleur des morts et souffrances civils, et la pléthore de mensonges racontés par le Pentagone et le gouvernement pour dissimuler le bilan humain. Les journaux, dit Assange, ont également démasqué la faillite de la presse traditionnelle et leur servilité en tant que propagandistes de guerre.

*« Il y avait 90.000 documents dans les journaux de guerre afghans », dit Assange. « Nous avons dû les examiner sous différents angles pour additionner le nombre de civils tués. Nous avons étudié les dossiers. Nous avons classé les événements de différentes manières. Je me demandais si nous pouvions trouver le plus grand nombre de civils tués en un seul événement. Il s'est avéré que c'était pendant l'opération Méduse, dirigée par les forces canadiennes en septembre 2006. Le gouvernement local soutenu par les US était très corrompu. Les talibans étaient dans l'opposition et bénéficiaient d'un large soutien. Les habitants se sont soulevés contre le gouvernement. La plupart des jeunes hommes de la région, du point de vue politique, étaient des talibans. Il y a eu une répression gouvernementale qui a rencontré une forte résistance. L'ISAF [la Force internationale dirigée par l'OTAN] a lancé une opération de grande envergure. Ils sont allés de maison en maison. Puis un soldat américain a été tué. Ils ont appelé un avion AC-130. Il s'agit d'un avion-cargo C-130 équipé avec des canons sur les côtés. Il a tourné dans le ciel en larguant un déluge de feu. Les journaux de guerre indiquent que 181 « ennemis » ont été tués. Les journaux disent aussi n'y avait pas de blessés ou de prisonniers. Ce fut un massacre important. Cet événement, le jour où le plus grand nombre de personnes ont été tuées en Afghanistan, n'a jamais fait l'objet d'une enquête de la part des médias traditionnels. »*

L'Opération Méduse, qui s'est déroulée à 35 km à l'ouest de Kandahar, a coûté la vie à quatre soldats canadiens et impliqué quelque 2.000 soldats de l'OTAN et afghans. C'était une des plus grandes opérations militaires menées par l'ISAF dans la région de Kandahar.

Assange a cherché des comptes-rendus par des journalistes présents sur les lieux. Ce qu'il a découvert l'a consterné. Il a vu un journaliste canadien embarqué, Graeme Smith, du *Globe and Mail* de Toronto, employer ces mots sur un site militaire canadien pour décrire son expérience lors de l'opération Méduse :

En Septembre 2006, j'ai connu une des expériences les plus intenses de ma vie. J'étais sur les lignes de front de quelque chose appelée Opération Méduse. C'était une grande offensive canadienne contre les talibans massés à l'extérieur de la ville de Kandahar. Les talibans creusaient des tranchées et intimidaient les habitants et les Canadiens ont décidé d'intervenir en masse et de les chasser. Et je voyageais avec un peloton qui s'appelait « les Nomades ». C'étaient des gars qui avaient été envoyés partout, vous savez, en quelque sorte aux quatre coins d'un rectangle de 50.000 kilomètres carrés autour de la ville de Kandahar, et donc ils se déplaçaient tout le temps, ne dormaient jamais deux fois de suite au même endroit, et ils s'étaient même faits fabriquer de petits badges de tissu marqués « Nomades » qu'ils accrochaient sur leurs uniformes. Les Nomades m'ont accueilli et en quelque sorte adopté. Au départ je devais passer deux ou trois jours avec eux, mais cela a finalement duré deux semaines. Je n'avais pas de sous-vêtements de rechange. Je n'avais pas de chemise de rechange. Je me souviens d'avoir pris des douches tout habillé, pour laver d'abord les vêtements, puis de me déshabiller pour me laver le corps, et le tout avec juste un seau en guise de douche. Ce fut une expérience intense. Je dormais souvent avec mon gilet pare-balles. Nous étions sous le feu tous ensemble, vous comprenez, il y avait des roquettes qui arrivaient en sifflant. Une fois, je me tenais derrière un transport de troupes et nous étions juste en train de nous détendre - nous traversons un moment d'accalmie - et je crois que certains buvaient du café et on était tous là lorsque j'ai entendu un fort claquement à côté de mon oreille droite. C'était comme si quelqu'un s'était glissé derrière moi pour me faire une farce en tapant des mains tout près de mon oreille. Je me suis retourné pour dire hé, c'est pas

drôle, c'est pénible, lorsque j'ai vu tous les soldats allongés au sol, car ils savaient quoi faire lorsque la balle d'un sniper se présente, et moi je n'en savais rien [rires] car c'était mon baptême de feu. Alors je me suis jeté au sol avec eux. Ils m'avaient en quelque sorte adopté et m'ont donné un petit badge marqué « Nomades » que j'ai attaché à mon gilet pare-balles et, vous savez, en tant que journaliste on essaie d'éviter de prendre partie, mais là j'avais le sentiment de faire partie de ce groupe. »

« *Le comportement physique de cet homme, la façon dont il décrit la vie au grand air, m'a fait comprendre qu'il y avait là quelqu'un qui n'avait jamais boxé, jamais fait de l'escalade, jamais joué au rugby, qui n'avait jamais été impliqué dans aucune de ces activités classiquement masculines,* » dit Assange. « *Et là, pour la première fois, il s'est senti un homme. Il était allé au combat. C'était l'un des nombreux exemples de l'échec de ces journalistes intégrés à rapporter la vérité. Ils faisaient partie de l'équipe.* »

Assange a raison. La presse d'une nation en guerre, dans tous les conflits que je couvrais, est une partie intégrante et enthousiaste de la machine de guerre, les *pom-pom girls* de la boucherie et mythologues inlassables pour la guerre et l'armée. Les quelques renégats au sein de la presse qui refusent d'agiter le drapeau et de servir la soupe aux soldats, qui ne les drapent pas d'une multitude de vertus, ni d'héroïsme, ni de patriotisme, ni de courage, se retrouvent parias dans les rédactions et violemment attaqués - comme Assange et Manning - par le pouvoir.

En tant que journaliste au *New York Times*, j'étais parmi ceux qui étaient censés rechercher des sources à l'intérieur des organes du pouvoir pour obtenir des informations, y compris des informations top-secret. Les *Pentagon Papers*, publiés par le *Times* en 1971, et la révélation du *Times* qui a remporté le Prix Pulitzer en 2005 sur les écoutes téléphoniques illégales de citoyens américains par le Conseil national de sécurité, étaient basés sur des documents « top secret » - une classification plus restreinte que le « secret » de niveau inférieur attribués aux documents publiés par WikiLeaks. Mais puisque la presse s'atrophie à une vitesse vertigineuse - efficacement muselée par Barack Obama et la loi sur l'espionnage utilisée à une demi-douzaine de reprises depuis 2009 pour cibler les lanceurs d'alerte comme [Thomas Drake](#) - le devoir de faire tomber les murailles et d'informer le public revient aux renégats, des gens comme Assange et Manning.

Les câbles publiés par WikiLeaks, aussi troublants qu'ils soient, donnent toujours un éclairage favorable, pro-américain, aux événements. La réalité de la guerre est généralement bien pire. Les morts comptabilisés comme des combattants ennemis sont souvent des civils. Les unités militaires rédigent leurs propres rapports après l'action et tentent donc de justifier ou de dissimuler leur comportement. En dépit de la rhétorique enflammée du gouvernement, personne n'a pu fournir de preuve que quelque chose publiée par WikiLeaks a pu coûter la vie à quelqu'un. Le secrétaire à la Défense de l'époque, Robert Gates, dans une lettre au sénateur Carl Levin en 2010, a concédé ce point. Il a écrit à Levin : « *L'évaluation initiale ne minimise aucunement les risques pour la sécurité nationale. Toutefois, l'examen à ce jour n'a pas révélé de sources ou de méthodes de renseignement sensibles qui auraient été compromis par les divulgations.* »

Le *New York Times*, *The Guardian*, *El País*, *Le Monde* et *Der Spiegel* se sont empressés de publier quelques exemplaires expurgés de certains des fichiers de WikiLeaks, puis ont rapidement jeté Assange et Manning aux requins. Ce n'était pas seulement moralement répugnant, mais aussi incroyablement myope de leur part. Est-ce que ces organes de presse croient que si le gouvernement arrête des organisations telles que WikiLeaks et emprisonne Manning et Assange, les organes de presse traditionnels seront laissés tranquilles ? Sont-ils incapables de faire le lien entre les poursuites contre les lanceurs d'alerte en vertu de la Loi sur l'espionnage, les écoutes téléphoniques sans mandat, la surveillance des communications et la persécution de Manning et Assange ? Ne voient-ils pas que lorsque le pouvoir en aura terminé avec Manning, Assange et WikiLeaks, ce sera leur tour ? N'ont-ils pas compris qu'il s'agit d'une guerre menée par une élite mondiale corporatiste non pas contre une organisation ou un individu, mais contre la liberté de la presse et la démocratie ?

Et pourtant Assange est étonnamment optimiste, au moins pour le court et moyen terme. Il croit que le système ne peut pas se protéger complètement contre ceux qui prennent d'assaut à ses murs numériques.

« *Le système de sécurité nationale peut essayer de réduire notre activité* », dit-il. « *Il peut resserrer l'étau un peu plus. Mais il y a trois forces qui s'y opposent. La première est le système de surveillance massive nécessaire pour protéger ses communications, y compris la nature de sa cryptologie. Dans l'armée, tout le monde a maintenant une carte d'identité avec une petite puce sur elle afin de savoir qui est connecté à quoi. Un système si vaste est sujette à la détérioration et la dégradation. Deuxièmement, il y a la connaissance généralisée, non seulement de comment fuiter des documents, mais de comment le faire sans se faire prendre, comment éviter même d'être soupçonné. Les systèmes de renseignement militaire recueillent une grande quantité d'informations et la déplacent rapidement. Cela signifie que vous pouvez également l'obtenir rapidement. Il y aura toujours des gens au sein du système qui seront déterminés à défier l'autorité. Oui, il existe de mesures de dissuasion, comme lorsque le DOJ [Département de Justice] intente des procès et inculpe quelqu'un. Ce qui peut décourager certains. Mais l'inverse est également vrai. Lorsque ça marche, ça devient un exemple. Ça encourage les autres. C'est pourquoi ils veulent éliminer tous ceux qui pourraient être des sources d'encouragement.* »

« *La perspective à moyen terme est très bonne* », dit-il. « *L'éducation des jeunes se passe sur Internet. Vous ne pouvez pas embaucher quelqu'un de doué dans n'importe quel domaine sans qu'il soit passé par Internet. Les militaires, la CIA, le FBI, tous, n'ont pas d'autre choix que d'embaucher des gens qui ont été instruits par Internet. Ce qui signifie qu'ils doivent embaucher nos taupes en grand nombre. Et cela signifie que ces organisations verront leur capacité à contrôler l'information diminuer de plus en plus au fur et à mesure qu'elles embaucheront des gens qui portent nos propres valeurs.* »

Le long terme, cependant, n'est peut-être pas aussi rose. Assange a récemment terminé un livre avec trois co-auteurs, Jacob Appelbaum, Andy Müller-Maguhn et Jérémie Zimmermann – intitulé [Cypherpunks : Freedom and the Future of the Internet](#) (*Cypherpunks : la liberté et l'avenir de l'Internet*). Il nous avertit que nous sommes en train de « *galoper vers une nouvelle dystopie* (contraire de Utopie – NdT) *transnationale*. » L'Internet est devenu non seulement un outil pour éduquer, écrivent-ils, mais le mécanisme pour sceller une « *Dystopie de surveillance postmoderne* » qui serait supranationale et dominée par des pouvoirs corporatistes mondiaux. Ce nouveau système de contrôle global « *fusionnera l'humanité mondiale dans un réseau géant de surveillance et de contrôle de masse*. » Ce n'est que grâce au cryptage que nous pouvons nous protéger, disent-ils, et c'est uniquement en brisant les murs numériques du secret érigé par l'élite au pouvoir que nous pouvons réduire le niveau de secret qui entoure les activités des pouvoirs. « *L'internet, notre meilleur outil d'émancipation* », écrit Assange, « *a été transformé en un vecteur du totalitarisme le plus dangereux que nous ayons jamais vu*. »

Les Etats-Unis, selon l'un des avocats d'Assange, Michael Ratner, semblent prêts à s'emparer d'Assange dès qu'il posera le pied hors de l'ambassade. Washington ne veut pas être mêlé à deux demandes d'extradition concurrentes en Grande-Bretagne. Mais Washington, avec une mise en accusation devant un grand jury sous scellés et préparée contre Assange, pourrait s'emparer de lui une fois l'imbroglie suédois résolu, ou l'enlever si d'aventure la Grande-Bretagne décidait de ne pas l'extrader. Neil MacBride, qui a été cité comme un possible futur chef du FBI, est procureur pour le District Est de Virginie, là où a été dirigé l'enquête du grand jury, et il semble qu'il ait terminé son travail.

Assange a dit, « *Le grand jury a été très actif à la fin 2011, en présentant des témoins, en les forçant à témoigner, en présentant des documents. Il a été beaucoup moins actif en 2012 et 2013. Le ministère de la Justice semble prêt à passer au procès proprement dit immédiatement après celui de Manning* ».

Assange a parlé à plusieurs reprises au sujet de Manning, avec une préoccupation évidente. Il voit dans le jeune soldat un reflet de sa propre situation, ainsi que les conséquences drastiques subies pour avoir refusé de coopérer avec le système de sécurité et de surveillance.

Le procès militaire de 12 semaines de Manning est prévu pour Juin. L'accusation présentera 141 témoins, dont un membre anonyme du commando Navy SEAL qui faisait partie du raid qui a tué Oussama Ben Laden. Assange a appelé le Navy SEAL la « *star diva* » de la « *comédie musicale de Broadway de 12 semaines* » du gouvernement. Manning, à l'instar d'Assange, ne bénéficie d'aucun soutien à l'intérieur du système.

« *Les médias traditionnels ont tenté de lui ôter ses qualités héroïques* », a déclaré Assange à propos de Manning. « *Un acte héroïque requiert une conscience. Ce n'est pas l'expression irraisonnée d'une folie ou d'une frustration sexuelle. Cela nécessite de faire un choix, un choix que les autres peuvent suivre. Si vous faites quelque chose uniquement parce que vous êtes un homosexuel dérangé, il ne s'agit plus d'un choix. Personne ne peut choisir d'être un homosexuel dérangé. Alors, ils l'ont dépouillé, ou ont tenté de le dépouiller, de toutes ses qualités*. »

« *Les actes qu'on lui reproche constituent un événement rare*, » poursuit Assange. « *Et pourquoi un événement rare se produit-il ? Que savons-nous de lui ? Que savons-nous à propos de Bradley Manning ? Nous savons qu'il a remporté trois concours scientifiques. Nous savons que le type est brillant. Nous savons s'est intéressé très tôt à la politique. Nous savons qu'il s'exprime très bien et qu'il est franc. Nous savons qu'il n'aime pas le mensonge. ... Nous savons qu'il était doué dans son travail en tant qu'analyste du renseignement. Si les médias étaient à la recherche d'une explication, ils auraient pu souligner cette combinaison de capacités et de motivation. Ils auraient pu souligner ses talents et ses vertus. Ils n'auraient pas insisté sur son homosexualité, ou sur le fait qu'il soit issu d'un foyer brisé, sinon éventuellement en passant. Dix pour cent de l'armée américaine est gay. Plus de 50 pour cent sont issus de foyers brisés. Combinez ces deux facteurs. Ca nous ramène à, disons, 5 pour cent, 5 pour cent qui sont dans son cas. Il y a 5 millions de personnes qui possèdent une habilitation de sécurité active, ce qui nous fait 250.000 personnes dans le même cas que Manning. Il reste donc à expliquer pourquoi il était le seul parmi ces 250.000. On ne peut expliquer Bradley Manning que par ses vertus. Des vertus qui peuvent servir d'exemple à d'autres*. »

En sortant de l'ambassade, j'ai marché longtemps sur Sloane Street. Les bus rouges à deux étages et les automobiles avançaient à pas d'escargot le long de la voie. Je suis passé devant des boutiques avec des vitrines qui vantaient Prada, Giorgio Armani et Gucci. J'ai été bousculé par les consommateurs chargés de sacs remplis d'articles haut de gamme. Ces gens, ces consommateurs, semblent parfaitement inconscients de la tragédie qui se déroule à quelques pâtés de maisons de là. « *Nos concitoyens à cet égard étaient comme tout le monde, ils pensaient à eux-mêmes, autrement dit ils étaient humanistes : ils ne croyaient pas aux fléaux*. » a écrit Albert Camus dans *La Peste*. « *Le fléau n'est pas à la mesure de l'homme, on se dit donc que le fléau est irréel, c'est un mauvais rêve qui va passer. Mais il ne passe pas toujours et, de mauvais rêve en mauvais rêve, ce sont les hommes qui passent, et les humanistes en premier lieu, parce qu'ils n'ont pas pris leurs précautions*. »

Je me suis arrêté devant les quatre colonnes blanches qui mènent à l'Hôtel Cadogan et ses tourelles de briques. L'hôtel est l'endroit où Oscar Wilde fut arrêté dans la chambre 118, le 6 Avril 1895, avant d'être inculpé « d'actes de grossière indécence avec d'autres personnes de sexe masculin. » John Betjeman a imaginé le choc lors de cette arrestation, qui a ruiné la vie de Wilde, dans son poème « *L'arrestation d'Oscar Wilde à l'Hôtel Cadogan* ». Voici un extrait :

Un bruit sourd, et un murmure de voix -

(Mais pourquoi font-ils un tel vacarme ?)  
Tandis que la porte de la chambre s'ouvrit  
Et deux policiers en civil entrèrent :

M'sieur Wilde, on est venus vous embarquer  
pour là où résident les délinquants et criminels  
Veuillez nous suivre sans faire d'scandale  
Car nous sommes à l'Hôtel Cadogan ».

*(traduction sans filet - NdT)*

Le monde marche sur la tête. La peste du totalitarisme se propage rapidement sur la terre. Les criminels ont pris le pouvoir. En fin de compte, ce n'est pas uniquement Assange ou Manning qu'ils veulent. Ils veulent tous ceux qui osent défier la version officielle, qui veulent exposer le grand mensonge du pouvoir corporatiste mondial. La persécution d'Assange et de Manning est le signe avant-coureur de ce qui est à venir, l'émergence d'un monde amer où des criminels en costumes trois-pièces et des gangsters en uniformes militaires enrubannés – soutenus par un vaste appareil de sécurité intérieure et extérieure, par une presse aux ordres et une élite politique moralement en faillite – surveillent et écrasent toute dissidence. Les écrivains, artistes, acteurs, journalistes, scientifiques, intellectuels et travailleurs devront obéir ou être jetés aux fers. Je crains pour Julian Assange. Je crains pour Bradley Manning. Je crains pour nous tous.

Chris Hedges

source : [http://www.truthdig.com/dig/item/the\\_death\\_of\\_truth\\_20130505/](http://www.truthdig.com/dig/item/the_death_of_truth_20130505/)

*Traduction « Quoi ??? Qu'apprends-je ??? Il y a aussi des soldes à Londres ??? » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.*

<http://www.legrandsoir.info/la-mort-de-la-verite-truth-dig.html>